

Métro-Tramway : on signe !

Mobilisation Ligne 11 et T1

Depuis deux semaines, 33 urnes ont été installées aux quatre coins de la ville pour recueillir le maximum de signatures de la pétition lancée par la municipalité. En jeu : la remise en question des prolongements de la ligne de métro 11 et du tramway T1, qui bénéficient pourtant d'une déclaration d'utilité publique.

En matière de transports, une déclaration d'utilité publique est une étape fondamentale pour la mise en œuvre et la concrétisation d'un projet. Dans un communiqué datant du 13 juin, concernant le prolongement du métro 11 passant par Montreuil, le STIF (syndicat des transports en Île-de-France) l'un des deux maîtres d'ouvrage avec la RATP de ces deux projets a tenu à rappeler que « la déclaration d'utilité publique a été signée par les préfets de Seine-Saint-Denis et d'Île-de-France/préfecture de Paris le 28 mai 2014. Cet arrêté fait suite à l'avis favorable sans réserve de la commission d'enquête publique en date du 29 novembre 2013 ». Il en va de même pour le tramway T1, déclaré d'utilité publique le 17 février dernier. Pour autant, le contexte budgétaire, notamment illustré par le gel des dotations de l'État et l'abandon de l'écotaxe,



© GILLES DELBOS

laisse planer des menaces sur leur concrétisation. De quoi susciter l'inquiétude de l'ensemble des protagonistes, acteurs politiques, habitants ou associations qui ont travaillé au développement des transports en commun sur la ville. Pierre Serme, vice-président du STIF, avait notamment affiché dans les colonnes du Parisien du 22 mai sa crainte : « Non seulement l'État menace de

ne pas être au rendez-vous sur des financements futurs, comme le Grand Paris Express, mais aussi sur des projets déjà adoptés, comme le contrat de projets État-Région. En 2013 et en 2014, la part qu'est censé apporter l'État n'a pas été versée. En prévoyant de réduire de 11 M€ les dotations aux collectivités locales, notre capacité à financer ces investissements est incertaine. » Le signal d'alarme était tiré. Face à l'incertitude qui entoure ces projets chers aux Montreuillois, la municipalité a décidé de se mobiliser en associant dans un premier temps les habitants par le biais d'une pétition, et ainsi de renverser la vapeur, pour que les premiers

L'INQUIÉTUDE DES ASSOCIATIONS

Côté associatif, l'ADUTEC comme l'AMUTC qui travaillent en faveur du développement des transports en commun, craignent pour l'avenir de ces projets. « Je n'ai pas de mots pour qualifier cette menace qui s'apparente à un incroyable revirement de situation, commente Frédéric Marion, le président de l'AMUTC. Ce serait hallucinant que ces projets ne voient pas le jour après toutes ces années de travail... Ils ne peuvent pas nous faire ça ! Il va falloir se battre, car tous le Haut-Montreuil perdrait soudainement les moyens de se développer. » Même son de cloche du côté de l'ADUTEC : « On craint beaucoup pour notre territoire alors que d'autres départements travaillent ensemble et accélèrent leurs projets, s'alarme Alain Fabre, le vice-président. Derrière la réalisation de ces projets, c'est toute une dynamique de l'aménagement du territoire en matière de logements, d'équipements et donc d'un cadre de vie meilleur pour les hauts de Montreuil qui est en jeu. Car, sans transports, on ne construit rien. » ● H. L.

✕ SAVOIR PLUS : www.amutc.fr et www.adutec-montreuil.fr



coups de pioche des prolongations du métro et du tramway soient donnés l'année prochaine comme prévu initialement... ●

Hugo Lebrun

✕ POUR SIGNER LA PÉTITION EN LIGNE : www.montreuil.fr/mobilisationTransports

